

Événement organisé par :



Avec le soutien de :



Avec la participation de :



Compte Rendu – Webinaire :

**Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique.**

***En ligne- Le 11 juillet 2024***

**Contexte :**

Aujourd'hui, alors qu'un nombre croissant de pays sont touchés par la montée du niveau des mers, par la fréquence accrue de cyclones ou par l'augmentation des périodes de sécheresse, le changement climatique est reconnu comme le défi majeur de ce siècle pour les sociétés humaines. Les conséquences de la hausse des températures du globe sur le grand cycle de l'eau sont largement connues et documentées. Elles sont étayées scientifiquement par les rapports du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) depuis les années 1990 : réchauffement des températures des océans, fonte des glaciers, montée du niveau des mers, événements climatiques extrêmes avec alternance de sécheresses et d'inondations, etc. Les impacts sur les ressources en eau entraînent aussi des répercussions sur l'accessibilité et la continuité des services d'eau et d'assainissement. Les effets du changement climatique, combinés à la croissance démographique et l'urbanisation, ont des impacts sanitaires, sociaux et économiques majeurs. Ces conséquences sont visibles sur l'ensemble de la planète, mais touchent en particulier les populations les plus vulnérables, augmentant les inégalités. En Afrique subsaharienne, l'accès à l'eau potable et l'assainissement est déjà particulièrement affecté par les sécheresses et la raréfaction des ressources en eau. L'adaptation au changement climatique est un enjeu crucial pour les services essentiels, qui sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques. Il est donc nécessaire que l'ensemble des acteurs comprennent mieux ces risques et se mobilisent pour faire évoluer et adapter leurs pratiques sur le terrain.

Dans le cadre du partenariat qui lie le pS Eau, Territoires Solidaires, Resacoop et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, il a été proposé aux acteurs de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée du bassin Rhône Méditerranée Corse de participer à un webinaire sur « les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique ».

Afin d'illustrer cet atelier en ligne par des retours d'expériences, nous avons eu le plaisir d'écouter M. Nicolas MARTIN, coordinateur pour l'ONG Le Partenariat, basé en Guinée Conakry et Mme Nadine Bertin, présidente de l'association Pal'abre 05 qui intervient en Guinée.



- La Région de Labé est le château d'eau de l'Afrique, source de plusieurs grands fleuves, notamment le Fleuve Sénégal. Son territoire compte 6 forêts classées, 28 cours d'eau et 52 têtes de source, 150 000 habitants.
- Forte pression anthropique, aménagement croissant du territoire et pression sur les ressources naturelles. Multiplication de puits et de forages privés, conflits d'usage.
- Déchets dans les cours d'eau, destruction des berges, déforestation massive, tarissement des cours d'eau (sur 28 cours d'eau, 22 n'ont plus de débit permanent), baisse importante du niveau de la nappe.
- Le partenariat accompagne la Commune Urbaine de Labé qui manque de techniciens, de moyens financiers.
- Afin de gagner en synergie et de mutualiser les moyens, l'ONG accompagne la mise en place d'un cadre de concertation sur les enjeux environnementaux mobilisant la commune, l'Etat et la société civile
- Le cadre de concertation nouvellement formé demande un diagnostic du territoire afin de pouvoir prendre les bonnes décisions.
- 2 ONG locales sont mobilisées pour faire un diagnostic sur les ressources naturelles + volet assainissement et gestion des déchets qui permettent de produire des outils d'aide à la décision et de prioriser les enjeux.
- Le cadre de concertation élabore un plan d'actions environnementales chiffré et planifié dans le temps, sur la base du diagnostic des ressources naturelles (espaces boisés, cours d'eau, gestion des déchets et assainissement).

## Questions/ réponses :

### 1. Dans le projet présenté par le Partenariat, que désigne la terminologie société civile ?

Nicolas Martin (LP) : Le mot désigne essentiellement les associations et les ONG.

### 2. Peut-on se baser sur la perception des usagers ou faut-il privilégier les faits scientifiques ?

Carole Chemin (pS Eau) : Le projet de Pal'abre 05 nous montre que la perception des usagers a été un levier d'action pour permettre de travailler sur la préservation des ressources en eau. En effet, une source a été identifiée et elle n'a finalement pas pu être utilisée pour le captage de l'eau potable, car la source s'est tarie. Cet événement a permis de sensibiliser les usagers sur la déforestation et sur l'impact d'un déboisement massif sur les ressources en eau. Même si on ne connaît pas de manière scientifique pourquoi cette source s'est tarie, la visibilité d'une problématique commune qui repose sur la perception des usagers a permis de travailler avec ces derniers sur l'importance de préserver les ressources en eau et de mener des activités de protection des zones de captage.

### 3. Quelles pistes de financement pour les études ?

Carole Chemin (pS Eau) : Notre politique au pS Eau est de ne pas répondre à ce type de question sans mieux comprendre les objectifs du projet. Je vous invite donc à me contacter directement pour explorer les pistes de financement possible pour votre projet.

### 4. Comment adapter l'approche développée par Le partenariat dans le cas d'un contexte de conflits ?

Carole Chemin (pS Eau) : Je vous invite à consulter sur la Base de Données du pS Eau, les documents que nous avons produits sur le nexus urgence/ développement.

Nicolas Martin (LP) : La différence est la temporalité, à Labé nous sommes sur le développement d'une commune dans un contexte relativement stable tandis que les besoins de l'urgence vont évoluer très vite dans le temps et il faut pouvoir réagir très rapidement. La méthodologie ne peut pas être la même.

#### 5. Quels sont les liens du projet présenté à Labé avec l'Union Européenne ?

Nicolas Martin (LP) : Nous travaillons à plusieurs niveaux, nous mobilisons nos propres financements. Nous avons notamment été financé par l'UE de 2020 à 2023, nous avons répondu à un AAP de l'UE qui visait le renforcement des compétences de la société civile à Labé. Nous travaillons aussi comme opérateur de coopération décentralisée pour le Sicoval, communauté d'agglomération au sud-est de Toulouse, avec des financements des agences de l'eau et du ministère des Affaires Etrangères.

#### Contacts :



[carole.chemin@pseau.org](mailto:carole.chemin@pseau.org)



[l.henry@territoires-solidaires.fr](mailto:l.henry@territoires-solidaires.fr)



[glecarret@resacoop.org](mailto:glecarret@resacoop.org)

#### Liens ressources :

Accès à la base de données du pS Eau : [\(cliquer ici\)](#)

Sites de [Territoires Solidaires](#) et [RESACOOOP](#)